57e ANNEE (6e SÉRIE) — N° 48 — 9 OCTOBRE 1947

# L'AMI DU CLERGÉ

*Paraît à Langres tous les jeudis*

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
**Directeur**

F.-M. CATHERINET
Ancien Supérieur du Grand Séminaire de Langres
**Codirecteur**

## Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Y a-t-il une justice en France ? — II. Gibraltar et la chasse aux sous-marins. — III. La « bataille du Détroit ». — IV. L'espionnage russe autour de la bombe atomique. L'affaire Gouzenko. — V. Ceux qui vendaient les secrets atomiques. — VI. L'apostolat de saint François-Xavier, auprès des Européens, aux Indes.

I

Sous le titre : *Y a-t-il une justice en France ?* la revue *Esprit* (août 1947) groupe toute une série d'études de même inspiration et de même tendance.

Voici les titres alléchants de ces études : *La justice sans la révolution et sans l'Eglise*, par J. M. Domenach, — *Les Cours de justice sont-elles des Cours d'injustice ?* par Marcel Perthuis, — *Y a-t-il une justice politique ?* par Em. Mounier, — *Plaidoyer pour la colère*, par Jean Lacroix, — *Justice = compréhension*, par Marc Beigbeder, — *Plaidoyer « pro domo »*, par un Juge de province, — *Indépendance de la Magistrature ou Indépendance du Magistrat ?* par Robert David.

Il y avait là trop de problèmes actuels pour ne pas les considérer sans retard. Ce n'était cependant pas sans quelque tremblement que nous abordions une telle lecture. Tremblement, non pour nous certes, ni pour notre doctrine, ni pour la cause de l'Eglise, mais pour l'honneur doctrinal et l'autorité morale des auteurs que l'on vient de nommer. Qu'allaient-ils nous dire en une matière aussi délicate et aussi grave ? Nous savions bien ce qui eût été opportun et utile. Ce que l'on était en droit d'attendre est aisé à définir : une étude préalable sur la notion de justice au sein de l'humanité, sur le fondement immuable de la justice en Dieu d'abord, puis dans les évidences du droit naturel, enfin dans l'aspiration du cœur humain vers le bien et le beau. En face de la justice, on pouvait camper la politique, ses buts, ses lois, ses exigences particulières, ses tâtonnements et ses erreurs. Et enfin, on aurait eu à confronter « justice » d'une part et « politique » d'autre part, tout cela dans la sérénité, dans le calme, dans la certitude de traiter l'un des plus hauts problèmes de la vie terrestre, dans le respect de la personne humaine et l'accord avec les verdicts de la justice infaillible de Dieu.

Mais en ouvrant la revue, nous tombons d'abord sur un poème en prose intitulé « *La Colère* ». Et c'est déjà un signe fâcheux. On ne va pas traiter de ces grandes choses sous le signe de l'impartialité, même la plus élémentaire, mais sous le signe de la passion, sous le signe de cette Colère que la tradition spirituelle a toujours rangée au nombre des péchés capitaux. Et si nous essayons de lire le poème lui-même, dont le seul titre nous a mis en défiance, nos craintes sont mille fois dépassées. Nous tombons en effet sur des appels frénétiques à la pire sauvagerie. Oserons-nous citer un seul passage de cette prose rythmée ?

« Epoux trop patient, qui boutonnes ta jalousie, comme une indécence, étrangle donc ta femme sans plus tarder, car si elle ne t'a point encore trompé, dans l'éternité elle t'a trompé. Femme asphyxiée d'espoir dans ta cuisine, contente de baisoteries et d'idiotes gentillesses, n'hésite plus à verser l'arsenic dans le café d'un vaurien, car Dieu sait ce qu'il a de tout temps fait de vos deux sexes et de toi-même en pensée !... »

Pardon, chers lecteurs, d'une telle citation ! Voilà ce que l'on ose nous donner pour de l'art, et que l'on met en tête d'un *numéro* tout entier consacré à la « justice ».

L'éditorial qui suit est en parfaite harmonie avec le morceau qui précède.

« Avons-nous assez d'or, de charbon, d'électricité, de bras pour faire la France ? Ces questions sont primordiales pour que la France ait un corps. Il n'est pas moins primordial de nous demander : avons-nous assez de justice pour que ce corps mérite de vivre ? »

Avec cette entrée en matière, nous sommes pleinement d'accord. Nous trouvons même que la réponse est implicitement renfermée dans la question même. « Avons-nous assez de justice pour que ce corps mérite de vivre ? » Oui, tout est là ! Il faut mériter de vivre ! Mais mériter devant qui ? Comment la justice peut-elle donner droit à la vie ? Et de quelle justice s'agit-il ? Pour un chrétien, bien plus, pour un homme qui pense et qui raisonne, il n'est qu'une réponse à de telles interrogations. *La justice est quelque chose de divin.* Les sociétés humaines ne méritent de vivre que par l'observation de la justice dérivée de Dieu, souveraine justice et souverain juge.

Est-ce cela que notre éditorial nous offre ? Pas le moins du monde ! Lisons en effet la suite :

« Cette justice politique, que l'on n'ose avouer, faute de convictions solides sur son droit, les uns l'accusent de n'être qu'une violence au service du pouvoir, les autres de laisser impunis les crimes contre la nation. Serons-nous Enragés ? Indulgents ? Objectifs ? La grand'route de la Révolution française ne passe pas par la neutralité polie des juristes, elle passe par la passion combattive des Jacobins. Mais les plus grands des Jacobins combattirent sur deux fronts, contre le fanatisme et contre la mollesse du cœur. Est-il possible de retrouver aujourd'hui cette ligne de crête ? Nous l'avons essayé. »

De quoi s'agit-il donc pour les rédacteurs d'*Esprit ?* Tout simplement de savoir ce qu'auraient pensé et fait, en ce moment, et à leur place, les « purs » de 1793, un Saint-Just, surtout, et un Robespierre !

Tels sont les Pères de cette Eglise. Peu importe qu'ils aient les mains dégouttantes de sang et de sang français ! Après tout, ce sang était-il donc si pur ? Le sang d'un roi, d'une reine, d'une Madame Elisabeth, le sang de milliers de prêtres et d'évêques, de laïques fidèles à leur foi ! Qu'est-ce que cela à côté de la pureté d'un élégant tel que Saint-Just et d'un prophète tel que Robespierre ? Et ne croyez pas que nous exagérions ; M. Em. Mounier, traitant, au centre de ce numéro, de la question essentielle : *Y a-t-il une justice politique ?* trouve trop timide un Vichynski, en 1937, au procès de Moscou, parce qu'il fait appel au Code, parce qu'il invoque contre les trotzkistes des crimes de droit commun, au lieu de proclamer carrément le droit de la Révolution de balayer sa route ! Parlez-nous d'un Robespierre ! Ah ! lui il a su écarter le code, et condamner au seul nom de la raison d'Etat.

« Il faut remonter, écrit Mounier, jusqu'aux Jacobins pour voir professer sans détours la légitimité d'une justice purement politique, s'affirmant dans sa souveraineté abrupte, sans règle de droits sans précédents, comme une exigence absolue de la rupture révolutionnaire. Ainsi Robespierre, dans son discours du 2 décembre 1792, disait, à propos de Louis XVI : « Il n'y a pas de procès à faire... Louis fut roi et la République est fondée, la question fameuse qui vous occupe est décidée par ces seuls mots... Le procès du tyran, c'est l'insurrection ; son jugement, c'est la chute de sa puissance ; sa peine, celle qu'exige la liberté du peuple. » — « Lorsqu'une nation a été forcée de recourir au droit de l'insurrection, elle rentre dans l'état de nature à l'égard du tyran ; comment celui-ci pourrait-il invoquer le pacte social ? Il l'a anéanti... Les peuples ne jugent pas comme les cours judiciaires ; ils ne rendent pas des sentences, ils lancent la foudre ; ils ne condamnent pas les rois, ils les replongent dans le néant ; et cette justice vaut bien celle des tribunaux. Si c'est pour leur salut qu'ils s'arment contre leurs oppresseurs, comment seraient-ils tenus d'adopter un mode de les punir, qui serait pour eux un nouveau danger ? »

Voilà en effet qui est clair. Mounier dit bien cependant que cela était « sans précédents », dans l'histoire. Il fallait en effet recourir à « l'état de nature », c'est-à-dire à la sauvagerie primitive, pour trouver les origines d'une telle doctrine.

Notons toutefois que cette brutalité d'un Robespierre, si dédaigneuse de l'humanité et si proche de la morale du tigre, a du moins l'avantage d'éviter l'hypocrisie ! Un Vichynski, cachant le vrai motif de la condamnation qu'il réclame, sous le voile de forfaits réprouvés par la conscience universelle, et salissant ses victimes, avant de les envoyer à la mort, est évidemment moins franc, ou si l'on veut, moins cynique. Ainsi Caïphe avait condamné Jésus-Christ, pour blasphème ! Pierre Cauchon frappait Jeanne d'Arc, en qualité de sorcière, d'hérétique et de relapse ; Pombal chassait les jésuites comme pervertisseurs de la morale ; le Parlement français, Campomanès en Espagne, Tanucci à Naples, du Tillot à Parme, lui faisaient écho. On condamnait, on expulsait, on supprimait, mais on donnait des raisons inscrites dans un Code ! M. Mounier trouve le détour inutile. Il y a, selon lui, une justice politique, il y a un droit de la Révolution.

Il admire les phrases suivantes de Saint-Just, toujours à propos de Louis XVI :

« Nous avons moins à le juger qu'à le combattre. De peuple à roi, je ne connais plus de rapport naturel... On ne peut point régner innocemment : la folie en est trop évidente. Tout roi est un rebelle et un usurpateur... »

En ce cas, il reste encore un pas à faire, pour répudier toute hypocrisie. Il faut dépasser ces grands ancêtres eux-mêmes. Que vient faire ici en effet le mot de « justice » ? Il s'agit de combat et non de jugement, d'insurrection et non de sentence, de *révolution* et non de *droit*.

Mais pourquoi perdre notre temps à réfuter de telles absurdités ? Elles répugnent aux sentiments les plus profonds de l'âme humaine. Loi de la jungle, oui ; loi de l'histoire, peut-être ; loi de l'idéal humain, jamais !

Nous n'aurions même pas parlé de tout cela, si la *Vie intellectuelle* d'août-septembre 1947, n'avait, par une rencontre curieuse, traité du même sujet, dans son éditorial. Cette revue s'ouvre toujours par quelques pages vigoureuses et ramassées, signées du pseudonyme *Christianus*, et justement, dans ce numéro, Christianus a pris exactement le même titre que M. Mounier, dans *Esprit : Y a-t-il une justice politique ?* Au lieu du délayage grandiloquent et confus de l'un, nous avons dans l'autre quelques sentences fortes et lumineuses.

Il commence par opposer deux conceptions de la justice.

« Tantôt, écrit-il, on sera pascalien..., on répétera le mot terrible : « S'ils avaient la véritable justice, ils n'auraient que faire de bonnets carrés », et on confessera que punir n'est pas guérir, mais ajouter le mal au mal, indéfiniment. Tantôt on sera hégélien, et on admirera cette justice d'Etat, qui est alors toute la justice ; car la puissance publique devient maintenant le dieu moderne, créateur de la civilisation : la sanction seule fait que le crime est le crime, c'est-à-dire faiblesse et inadaptation objectivement prouvées. »

L'hégélianisme ainsi compris n'est rien d'autre que la consécration de la force. C'est le « *Væ victis* » du vainqueur de Rome.

Nous n'avons plus qu'à voiler le saint Evangile, si l'on met en opposition ces deux manières de concevoir la justice. C'est ce que dit *Christianus*, reconnaissant l'impuissance du bon sens et de la vraie morale :

« Lorsque la justice des hommes poursuit les crimes politiques, attentat à la sûreté de l'Etat, conspiration contre le régime, bref les diverses formes de ce qu'on nomme la trahison, la tension entre ces deux philosophies du droit va s'exaspérant en une antinomie, que la doctrine chrétienne aura beaucoup de mal à dénouer.

Un pascalien ne découvrira, dans la prétendue justice politique, qu'une législation pharisienne de la plus grande force. »

Et, comme M. Mounier, il rappelle le procès de Louis XVI.

« De Louis XVI mort sur l'échafaud et des Conventionnels régicides proscrits par la Restauration, où sont les traîtres et où les martyrs ? L'option politique en décidera, mais non la morale. »

Que faut-il faire, alors ? Avoir pitié de l'acharnement impie des champions de la politique et suivre notre route, celle qui va à l'éternité ! On nous

accusera de nouveau de « fuir l'engagement », de ne savoir pas nous « adapter », de n'être pas « de notre temps ». Laissons dire. L'éternité nous donnera raison ; bien mieux, il suffira d'un léger détour de l'histoire, qui est rarement rectiligne, pour mettre nos critiques dans leur tort. Comme *Christianus* a raison d'écrire :

« Drôle de jeu d'ailleurs que celui de la politique, où l'on devient criminel en perdant la partie. La justice politique devient l'utopie dont se pare ou se déguise une violence qui aurait honte de son cynisme. Une solution s'impose, rationnelle d'abord, chrétienne ensuite : comprendre le jeu pour s'en retirer ; il suffit d'un peu d'esprit pour découvrir que toutes les causes temporelles sont impures. On fait une guerre pour libérer les Pologne, et, la victoire du bon parti assurée, on s'aperçoit que les opprimés ont seulement changé de servitude. Un chrétien sait qu'il n'y a pas de justice en ce monde ; c'est même l'une des raisons de son espérance en un au-delà : il est donc sceptique sur ce que le monde appelle trahison, et s'il prêche le pardon et l'oubli, c'est parce qu'il sent monter en son cœur une répugnance invincible pour ce dogme menteur d'une justice politique. »

Qu'un marxiste fasse appel au « sens de l'histoire », qu'il identifie son parti avec la force montante du peuple, et ramène toute idée de justice au verdict du fait, nous le laissons dire, encore qu'il nous semble tordre l'histoire selon son caprice, au lieu de se soumettre à ses enseignements. Mais puisque selon lui, la justice de l'histoire ne condamne que des morts, pourquoi s'acharner sur des cadavres ? Pourquoi faut-il, tous les matins, sauver la République, puisqu'elle s'impose avec la rigueur du déterminisme ? Pourquoi d'autre part frapper des « marionnettes, dont le fil est aux mains de la nécessité » ?

« La fausse rigueur d'un semblable raisonnement, dit *Christianus*, est intolérable au bon sens comme au sens chrétien. Il n'y a là qu'une idéologie fabriquée au service d'une volonté de puissance, qui est celle d'un parti politique et que ruinent ses propres contradictions internes. Car si la trahison des classes dirigeantes s'explique par une sorte de déterminisme dialectique, on comprend mal l'acharnement qui est mis à la poursuite des traîtres. L'appel à la haine suppose que l'on croit à la liberté de l'être haï ; mais là où le traître trahit en vertu d'une nécessité historique et comme instrument passif de sa classe, où est sa responsabilité et comment peut-il être haïssable ?... »

Concluons donc, avec le même écrivain :

« Il n'y a pas une justice politique qui se moque de la justice. Mais il y a une justice tout court, qui relève de la morale éternelle. François Mauriac a mené des campagnes qui sont à l'honneur de la conscience chrétienne [1]. Celle qui reconnaît et punit un crime de trahison, complicité avec la tyrannie étrangère qui opprime l'âme et le corps de la patrie. Celle aussi qui ne confond pas l'erreur et la faute, la faiblesse et la forfaiture. Celle qui ne mélange pas les suspects et les coupables. Celle qui pèse les intentions. Celle qui condamne dans l'angoisse et le tremblement. Celle qui a été peu pratiquée par les tribunaux d'après la Libération. Si nous rejetons l'idée d'une justice politique, mythe barbare et rétrograde, nom nouveau de l'antique raison d'Etat, ce n'est pas par désespoir de toute justice, mais par foi dans la justice. »

Et nous ne saurions trop approuver la sentence finale, une réfutation parfaite, selon nous, de l'article de Mounier et de tout le numéro d'*Esprit* :

« La justice politique n'est rien d'autre que l'aboutissement d'une conception de l'histoire immanentiste et athée. Il y a justice lorsque l'homme sait ou devine confusément qu'il ne saurait juger au nom de l'homme. Un homme serait-il un héros, n'a rien en lui qui l'autorise à juger un autre homme, fût-il un misérable. Le sérieux de la justice est une comédie dérisoire s'il ne se soutient pas par une référence au sacré. Car l'entreprise de rendre malheureux le méchant met dans l'action humaine la logique même de Dieu. »

C'est ce qui ressortait de la belle leçon donnée à la *Semaine Sociale* de Paris, par M. H. Beuve-Méry, sur les *fascismes*. Il montrait qu'en dépit de la victoire de 1945, l'esprit du fascisme est loin d'être mort. Non seulement il reprend vie dans un grand nombre de pays, même vainqueurs et faisant, comme l'U. R. S. S., profession de lutter à mort contre le national-socialisme, mais il s'identifie à la conception de la politique et de la prétendue justice que M. Mounier et ses amis souhaitent. Cette conception nous enferme dans une société totalement close par « la création d'êtres nouveaux, d'une espèce de sous-hommes strictement conditionnés, pour être intégralement et constamment disponibles, à l'entière merci du pouvoir, et d'une espèce de surhommes qui, par l'extraordinaire puissance qu'ils acquièrent sur leurs subordonnés et sur les choses, semblent participer aux pouvoirs de la divinité [2]. »

Totalitarisme, idolâtrie moderne !

## II

Quittons sans regret le triste sujet qu'il nous a fallu traiter ci-dessus, pour décrire l'un des aspects les plus étonnants de la guerre qui vient de finir : la chasse aux sous-marins. Certes, il serait difficile de donner une idée complète de ce côté des opérations militaires. Nous nous bornerons à un aperçu des méthodes employées et des résultats obtenus et pour cela nous utiliserons l'article de M. Etienne Romat, dans la *Revue de Paris* de septembre 1947, intitulé : *Gibraltar, verrou de la Méditerranée*.

Négligeons les détails sur l'aménagement de Gibraltar, en forteresse moderne, au cours de la guerre récente. Rappelons seulement les conditions physiques du fameux « rocher ». Gibraltar, orienté du nord au sud, a 4.300 mètres de long, sur un maximum de 1.400 de large. Il culmine à 425 mètres au-dessus du niveau de la mer. Le rocher est calcaire. Il a été percé d'innombrables galeries souterraines, cachant avec de l'artillerie de tout calibre, des postes de commandement, des dortoirs, des hôpitaux, des dépôts d'essence et de munitions. L'importance de ce point stratégique était telle que Hitler avait formé le dessein de s'en emparer, dessein qui échoua, comme on le sait, par la résistance de l'Espagne.

Ce qui va nous retenir, c'est la façon dont fut organisée, de Gibraltar, la lutte contre la navigation sous-marine allemande.

Au cours de la Grande Guerre, le détroit de Gi-

[1] Tout un ensemble d'articles parus cet été, dans le *Figaro*.

[2] Nous empruntons ce résumé de la conférence de M. Beuve-Méry, à la *Vie intellectuelle*, août-septembre 1947, p. 63-64.

braltar avait été franchi dans les deux sens par les sous-marins. Comment pourrait-on les arrêter cette fois ? C'est ce que se demandèrent les Anglais.

Une première solution eût été de barrer tout le détroit avec des filets d'acier ou des mines. Mais elle se trouvait impraticable, pour diverses raisons. Le détroit a environ 17 kilomètres de large dans sa partie la plus resserrée, mais la fosse est profonde de 500 à 1000 mètres. Il serait toujours possible aux sous-marins, de passer au-dessous des filets. En outre, l'Océan a un niveau supérieur à la Méditerranée, ce qui provoque un fort courant d'ouest en est, ayant environ 5 kilomètres de vitesse à l'heure, comme un puissant fleuve.

Faute de mieux, l'amirauté anglaise avait repris, en 1940, le système de patrouilles qu'elle avait appliqué en 1918. Mais le procédé n'est pas absolument efficace, en effet une quinzaine de submersibles italiens réussirent, à partir de septembre 40, à traverser le détroit, pour rallier Bordeaux et se joindre aux forces allemandes opérant dans le vaste Atlantique. Deux seulement, le *Bianchi* et le *Brin*, avaient subi des avaries, au cours de la traversée, mais avaient réussi à s'échouer près de la côte marocaine, d'où ils se réfugièrent à Tanger, qu'ils purent quitter le 13 décembre 1940.

Un an plus tard, en septembre 1941, les *U-Boot* (sous-marins) allemands effectuaient la traversée en sens inverse. Suivant les conseils des Italiens, ils avaient soin de franchir le détroit la nuit, en longeant au plus près la côte d'Afrique. Les patrouilles avaient beau être attentives et fréquentes. Les ombres de la nuit et le passage à la limite des eaux territoriales d'un pays neutre suffisaient à rendre vaine toute la vigilance des marins anglais.

Ce n'est que plus tard qu'on pourra employer de nouvelles méthodes et l'histoire de l'U-95 va illustrer le genre de combat ordinaire jusque-là.

« Dans la nuit du 28 novembre 1941, l'U-95 patrouille en surface, à mi-chemin entre la côte d'Espagne et l'îlot d'Alboran, roche stérile qui monte la garde à 50 kilomètres au large du cap Tros Forcas (un peu moins de 200 kilomètres à l'est de Gibraltar, en Méditerranée). La lune déjà haute répand sa clarté sur la mer déserte. A toute vue, la masse de la Sierra Nevada se profile sur le ciel pur. Une légère houle traversière berce l'U-Boot, qui navigue à 6 nœuds, un Diesel embrayé sur une hélice, tandis que l'autre charge les moteurs électriques. »

Naturellement, les veilleurs, jumelles en main, sont à leur poste, à bâbord et tribord, dans la baignoire. Le capitaine-lieutenant Gert Schreiber, commandant du navire, est venu sur la passerelle respirer la fraîcheur.

Ce n'est pas un novice dans le métier. Depuis le printemps de 1940, sur son unité de 500 tonnes, il a écumé l'Atlantique-Nord et compte déjà 60.000 tonnes de navires coulés. Il lui en manque 40.000 pour avoir droit à la Croix de fer, insigne envié. Il se félicite d'autre part d'avoir été envoyé de Lorient, son port d'attache antérieur, en Méditerranée, où il ancrera à Salamine. Tous les camarades sont d'accord pour reconnaître que les Anglais se montrent, dans l'Atlantique, de plus en plus coriaces, et qu'on y risque sa peau, en raison de leurs nombreux escorteurs, qui s'attachent comme des dogues à tout sous-marin repéré. Justement, la 7e flotille, à laquelle l'U-95 appartenait à Lorient, vient d'en faire la triste épreuve. Les meilleurs capitaines, Matz, Kretschmer, Schepke et le grand Prien lui-même, ont diparu, à la suite d'une sortie, et sont prisonniers des Anglais ou morts avec leurs bâtiments.

Par contre la Méditerranée est considérée comme un secteur calme. Schreiber est ravi d'avoir pu traverser Gibraltar sans encombre, en longeant la côte entre Tanger et Ceuta. Il a pour mission maintenant de surveiller la navigation à la sortie de Gibraltar dans la Méditerranée. Les moindres mouvements des navires anglais sont signalés par les agents que l'amiral Canaris, chef du S. R. (Service des Renseignements) naval allemand, a postés à Algésiras et Ceuta. Schreiber sait qu'à Gibraltar se trouve la cuirassé anglais *Malaya*, le porte-avions *Argus* et un autre qui est peut-être l'*Unicorn*, avec une dizaine de torpilleurs. Il s'agit de guetter leur sortie, dans la direction de Minorque ou de Malte.

Mais la voix du veilleur tribord se fait entendre :

— « Navire par le travers ! »

Il est presque minuit. Schreiber se retourne et braque sa jumelle dans la direction indiquée. Une forme basse et indistincte apparaît. Qu'est-ce ? Une vedette ? Un sous-marin ? Sûrement, oui. Mais de quelle nationalité ? Il se présente par l'avant, ce qui empêche de l'identifier. Deux autres U-Boote sont attendus en Méditerranée. Si c'était un collègue ! Tragique méprise !

— « Appelez l'équipage aux postes de combat. »

En bas, on se réveille, on croit d'abord à une plaisanterie !

— « Allo ! passerelle, qu'y a-t-il ? »

On apprend qu'un veilleur a aperçu une silhouette ; les dormeurs se jettent à bas de leur couchette. Un second-maître, qui va prendre le quart, grimpe sur le kiosque. Un camarade lui crie :

— « Hans, tu as oublié ta ceinture de sauvetage. »

— « J'ai le temps d'aller la chercher tout à l'heure. »

Personne ne prend au tragique l'incident qui a troublé le calme de cette nuit paisible. Schreiber est toujours hanté par la crainte d'une méprise, mais il veut prendre toutes les précautions pour attaquer, de façon foudroyante, s'il le faut. Ordres et contre-ordres se succèdent :

« Fermez les portes des tubes ». — « Ouvrez les portes ». En bas, dans le compartiment avant, les hommes commencent à s'énerver ; des jurons troublent le silence. A la quatrième présentation, l'U-95 est trop près du but ; les torpilles n'auront pas le temps de s'armer dans l'eau. Tiens ! Le sous-marin adverse paraît pris de méfiance ; il s'éloigne tout à coup en présentant son arrière. Hum ! mauvaise affaire. S'il est ennemi, ce sous-marin, on risque une torpille sans avoir en revanche la possibilité de l'atteindre. »

— « Passez-lui au scott le signal de reconnaissance. »

Le projecteur fait, en langage morse, les signaux ordonnés. Soudain, Schreiber s'écrie :

— « Moteurs à toute vitesse ; ouvrez le feu ! »

Le capitaine allemand vient de reconnaître un ennemi. Il s'agit en effet du sous-marin hollandais O-21. Echappé de justesse, lors de la conquête de la Hollande, ce navire, tout neuf, avait passé en Angleterre. Après avoir été employé dans la mer du Nord et la Manche, il venait d'être affecté à la

base de Malte et rejoignait son poste. Le capitaine de corvette van Dulm, qui le commandait, avait appris, à Gibraltar, qu'aucun sous-marin britannique ou allié ne se trouvait alors dans le secteur d'Alboran. Il était donc sûr, lui, en apercevant un sous-marin, qu'il avait affaire à un ennemi, allemand ou italien. Van Dulm a bien vite reconnu, sans avoir besoin du carnet de silhouettes, qu'il vient de tomber sur un U-Boot de 500 tonnes. Il décide aussitôt de se mettre à bonne distance de lancement, de là son recul. Le duel est commencé. L'U-Boot en effet a changé de route. Il se rapproche. A bord du hollandais les quatre tubes avant et les deux tubes arrière sont prêts au lancement. Le drame est en marche.

« A chaque instant, Van Dulm s'attend à percevoir le sillage menaçant d'une torpille. Il n'en perd pas néanmoins son sang-froid de Batave et, patiemment, lentement, s'évertue à se rapprocher à bonne portée. Le petit jeu qui va devenir mortel pour l'un des deux adversaires, paraît durer un siècle. Mais, patience, il faut attendre le moment propice. Van Dulm concentre toute son attention sur l'ennemi, cherchant à deviner ses intentions, tout en dirigeant à voix basse — comme s'il avait peur que la mer ne porte ses paroles jusqu'à l'Allemand — la manœuvre de son sous-marin. »

Grâce à l'habileté manœuvrière du Hollandais, l'U-Boot est resté sous la lumière de la lune, tandis que l'O-21 est protégé par une discrète pénombre. Enfin, la distance paraît favorable : environ 2.000 mètres.

— « La barre à gauche, toute ! »

C'est juste le moment où l'U-Boot allume son signal de reconnaissance :

— « Feu tribord arrière », dit Van Dulm.

A bord de l'Allemand, le jeune enseigne de quart constate à haute voix :

— « Sillage de torpille à bâbord ! »

L'homme de barre le bouscule, jette un coup d'œil rapide sur l'eau et met vivement la barre du côté opposé. La torpille manque son but, passe en sifflant le long de la coque, grattant au passage la poupe avec un bruit métallique sinistre.

Van Dulm a aperçu le changement de cap de l'adversaire, il lance immédiatement une seconde torpille à un angle de deux degrés seulement. Il est trop tard, pour l'U-Boot. Schreiber voit la torpille arriver, sans pouvoir l'éviter. Elle atteint en effet l'U-Boot en plein sur l'arrière.

« Un bref éclair orange ; toute la poupe disparaît, volatilisée. L'onde explosive traverse la coque du sous-marin, trouve une issue par le panneau du kiosque et s'échappe violemment vers le ciel, en un jet de fumée noirâtre, projetant le second-maître de quart au poste central, dans la baignoire. Ce sera le seul survivant avec ceux qui s'y trouvaient déjà, Schreiber, trois officiers, sept gradés et marins, du drame qui s'est déroulé si rapidement. L'U-95 a coulé à pic, en sept secondes, emportant vers l'abîme 34 cadavres. »

Les douze rescapés nagent dans l'eau froide. Schreiber les encourage de la voix. Bientôt, ils s'accrochent aux filins lancés par les marins hollandais et montent tout ruisselants d'eau à bord de l'O-21. Schreiber veut alors rappeler aux siens les consignes de silence imposées à tout Allemand qui tombe aux mains de l'ennemi, mais Van Dulm l'interrompt d'un ton qui n'admet pas de réplique :

— « Pas de discours à mon bord ! »

Les prisonniers sont fouillés, habillés de vêtements secs, réchauffés de boissons réconfortantes. Schreiber est l'hôte de Van Dulm, et le vainqueur du duel contemple malicieusement l'officier nazi, qui se restaure en silence, sans pouvoir détacher ses regards d'un grand portrait de Churchill, qui trône sur la cloison du minuscule carré !

III

Mais voici de nouvelles méthodes. Deux ans se sont écoulés depuis la fin de l'U-95. La guerre sous-marine a coûté aux Alliés 500.000 tonnes en Méditerranée. Maintenant cette mer est devenue le théâtre principal d'opérations. Il s'agit pour les Anglais d'en finir avec les sous-marins. Sans doute, depuis deux ans, trente-deux U-Boote ne sont pas rentrés à leurs ports d'attache, Salamine, La Spezia ou Toulon. Un autre gravement endommagé, s'est réfugié à Carthagène et a été interné par les Espagnols. La plupart des « as » Allemands sont rentrés en Allemagne ou sont prisonniers des Anglais. Le nombre des U-Boote en Méditerranée est donc très restreint. Le commandement allemand estime que ce qui en reste — une quinzaine d'unités, dont la moitié en réparations — est insuffisant. En octobre 1943, l'amiral Dœnitz donne l'ordre de faire passer cinq sous-marins de 500 tonnes dans la Méditerranée. Leur consigne est de faire route isolément jusqu'aux côtes d'Espagne ou du Maroc, puis de franchir le détroit, dans la période des nuits sans lune, du 27 octobre au 1er novembre.

Entreprise dangereuse ! Il faut naviguer en plongée, donc très lentement, mais faire de brèves apparitions en surface pour recharger les batteries. La route est surveillée par l'aviation. Que va-t-il se produire ? Les Anglais sont informés. Ils vont donc livrer ce qu'on a pu appeler la « bataille du Détroit ».

A Gibraltar, en effet, le commandant du F. O. G. M. A. (Officier commandant Gibraltar et les environs méditerranéens) a reçu un télégramme de l'Amirauté, portant la mention « Important ».

« Il est estimé qu'un certain nombre de U-Boote descendent le long de la côte du Portugal, avec l'intention probable de passer à travers le détroit de Gibraltar. »

Les lords de l'Amirauté sont prudents. Mais l'indication est grave. Aussitôt coups de téléphone du commandant dans toutes les directions ; il s'agit de barrer la route à la « vermine » qui descend du Nord.

Le 23 octobre, à la nuit tombée, un *Wellington*, de la 179e escadrille, appareil déjà un peu vieux, déclassé d'avion de première ligne, mais rendant encore de grands services comme patrouilleur, décolle de la base de Gibraltar. Il pèse 16 tonnes, marche à 250 kilomètres-heure, et peut couvrir 2.000 kilomètres. Il monte très haut, pour couper à travers l'Espagne, atteint la côte portugaise et fait route vers le camp Finisterre. A minuit, pas d'incident. On revient sur ses pas. Ronronnement régulier des moteurs. Soudain, le téléphone de bord retentit :

— « Contact radar. But gisement 30° gauche. Distance 9 milles. »

— « Commencez la recherche ; préparez l'attaque », ordonne le chef.

L'avion descend brusquement de 400 à 20 mètres. Il vole ensuite horizontalement. Le pilote a les yeux rivés sur son tableau de bord, car l'eau noire est proche, toute erreur serait fatale. Mais il obéit aux indications du radariste, dont le monologue, étrange, se poursuit sans arrêt :

« Gauche 20° ; gauche, gauche, distance 7 milles ; comme çà ; distance 5 milles ; distance 4 milles ; comme çà, comme çà ; distance 3 milles ; distance 2 milles, comme çà ; distance 1 mille ; distance 1/2 mille ; allumez le projecteur ! »

Soudain, une lumière formidable éclaire l'horizon, le projecteur développe en effet 50 millions de bougies. Il est fixé sous une aile de l'avion, dans une cage de tôle. Sa lumière, éclatant au sein des ténèbres, éblouit l'ennemi, le dévoile, l'affole, le livre presque sans réaction aux grenades de l'avion. Le co-pilote s'écrie :

— « But en vue ! »

On voit en effet la plate-forme du sous-marin. Des formes humaines s'agitent. Près du pilote, un camarade compte à haute voix les secondes ; le kiosque du sous-marin se rapproche à une allure vertigineuse. Le co-pilote presse un bouton. Un chapelet de six grenades tombe. Délesté, l'avion fait un bond en hauteur ; le pilote ramène brusquement à lui le manche à balai, l'appareil se cabre et prend de la hauteur. Le projecteur s'est éteint aussi brusquement qu'il s'était allumé. La nuit paraît plus noire que jamais.

« On l'a eu ! On l'a eu ! crie, au téléphone, le co-pilote. J'ai vu un bel éclair orange, preuve que nos grenades ont fait mouche. »

Il fait l'appel, tout l'équipage de l'avion est sain et sauf ; le matériel paraît intact.

Le *Wellington* tourne sur le lieu du combat. Aucune trace du sous-marin. La radio du bord annonce toutefois la victoire et l'avion reprend le chemin du retour.

Effectivement, l'U-566, commandé par l'Oberleutnant Hornkhol, venant de Brest, a été repéré par le *Wellington*. Il a bien tiré de toute sa D. C. A. mais seulement au jugé. Il a encaissé les grenades de l'adversaire. Le sous-marin, soulevé comme par une main géante, retombe brutalement à la mer. Reprenant ses esprits, Hornkhol donne l'ordre de plonger. L'U-566 s'enfonce rapidement, mais un examen rapide prouve que les avaries sont graves. Il faut revenir à toute vitesse en surface et abandonner le bâtiment. L'équipage se lance à la mer sur radeaux pneumatiques. Le sous-marin sombre, et pour en finir plus vite, il a été sabordé, avant le départ. Quelques heures plus tard, à l'aube, un chalutier espagnol, le *Fina*, recueille les 49 naufragés et les débarque à Vigo, au soir du 24 octobre 1943.

Bon début. Il s'agit pour les Anglais de poursuivre la tâche. Dans l'après-midi du 24, le pilote d'un *Mosquito* venant de Grande-Bretagne à Gibraltar, a aperçu un sous-marin à 35 milles environ du cap Saint-Vincent. A Gibraltar, le commandant calcule :

« Admettons que sa vitesse moyenne soit de 3 nœuds, la vitesse de croisière d'un submersible obligé de rester en plongée la plupart du temps. Il lui faudra 82 heures pour parcourir en ligne droite les 250 milles qui séparent sa position actuelle du cap Spartel. C'est donc à partir de la nuit du 27 octobre, au plus tôt, que nous devons nous attendre à une tentative de franchissement du détroit. Comment l'empêcher ? Il s'agit de barrer avec des bâtiments de surface l'entrée d'un entonnoir, large d'environ 44 kilomètres à son ouverture, — entre les caps Spartel et Trafalgar, — qui va en se rétrécissant jusqu'au niveau de la pointe Carnero, où il ne mesure plus que 17 kilomètres. Découpons cet entonnoir en plusieurs secteurs de patrouilles se complétant muutellement, auxquels nous affecterons des groupes de chasse, de manière à constituer un véritable filet, dont les mailles invisibles seront les faisceaux asdic des escorteurs... »

Faisceaux *asdic* ? Que signifie cela ? Nous avons vu tout à l'heure le *radar* à l'œuvre. L'*asdic* est un tout autre appareil de repérage par les ondes sonores. Grâce à lui, on scrute les profondeurs de la mer.

Le dispositif prévu est donc mis en place : en tout 7 destroyers, 4 corvettes, 5 chalutiers, 3 vedettes à moteur, auxquels il faut ajouter les patrouilleurs d'aviation.

Le 27 octobre, rien. La nuit suivante, pas davantage. L'Amirauté se serait-elle trompée ? A Gibraltar on est inquiet. L'attente prend fin, dans la soirée du 29 octobre. Le *Wellington P* de la 179e escadrille, annonce qu'il a attaqué un U-Boot, au sud-est du cap Saint-Vincent. L'ennemi donne dans le piège. Cependant, cette nuit-là, rien ne se passe. Dans la nuit du 30 octobre, nouvelle alerte par le *Wellington W*, qui a repéré au projecteur, à 21 heures, un sous-marin, à 37 milles du cap Spartel. Encadré par la D. C. A. ennemie, l'avion a pu, lui aussi, encadrer l'adversaire avec ses grenades, en ne subissant que des dégâts superficiels. Toutefois, on n'est pas sûr d'avoir détruit l'U-Boot. Le groupe naval de chasse se précipite sur les lieux.

« A une heure du matin, le *Velox* grenade sur contact *asdic* un objectif situé à environ 18 milles de l'endroit où a eu lieu l'attaque du *Wellington*. Mais le destroyer perd aussitôt la piste et regagne plus tard, avec les unités de conserve, son secteur normal de patrouille. Bredouille ? Pas tout à fait : l'ennemi a dû passer un fort mauvais quart d'heure. »

Il faut reconnaître toutefois qu'au bout de huit jours, aucun résultat décisif n'a été obtenu. On ignore encore du reste la fin de l'U-566, qui n'a pas filtré à travers l'Espagne. Toutefois, on garde l'espoir de faire mieux.

Dans l'après-midi du 31 octobre un petit convoi de six navires marchands pénètre dans le détroit, escortés par deux patrouilleurs. L'un de ceux-ci est l'*Imperialist*, un robuste chalutier, armé en guerre, et qui de la pêche hauturière en Islande ou à l'île des Ours (Beeren Eyland, au Spitzberg) a passé à la chasse aux sous-marins. Il porte un canon de 102, de la D. C. A. Il ne dépasse pas 11 nœuds, mais c'est suffisant contre un sous-marin, et il a une provision de grenades redoutables. Un *asdic* lui permet de déceler la présence de l'adversaire dans les fonds marins qu'il inspecte.

Voyons fonctionner l'*asdic* :

« A 13 h. 40, au moment où le convoi passe à mi-chemin entre le cap Spartel et la côte d'Espagne, le faisceau ultra-sonore rencontre un corps immergé et donne un excellent écho. Flegmatiquement, comme à l'exercice, le gros chalutier mouille, sur son arrière, un chapelet de dix grenades, puis poursuit tout frémissant sa route. Dans le violent remous causé par les explosions

est apparu le kiosque gris, puis la coque effilée d'un sous-marin. N'en croyant pas ses yeux, l'*Imperialist* fait une abattée subite et ouvre le feu avec toute l'artillerie battante. A la grande déception des canonniers, l'U-Boot replonge en catastrophe, non sans avoir encaissé plusieurs obus en pleine coque. Têtu, le chalutier exécute deux nouvelles attaques, larguant vingt-huit grenades, avant de perdre le contact ; puis, satisfait, part à la poursuite du convoi qui se hâte vers Gibraltar. Rien n'est remonté en surface, mais le client si énergiquement pris à partie par l'*Imperialist* a certainement du plomb dans l'aile. »

A Gibraltar, les esprits sont excités encore par l'aventure. La nuit suivante devra être décisive. On renforce le dispositif de patrouille. Vingt-deux unités, dont neuf destroyers, y prendront part au crépuscule du 31 octobre.

Première victime, l'U-732. Il est parti de Brest, le 17, en même temps que l'U-566, dont on a vu le destin. Il a fait la traversée du golfe de Gascogne en plongée de jour et en surface de nuit. Son capitaine, Klaus Peter Carlsen, a eu de la chance jusqu'ici. Il a coulé des cargos dans l'Atlantique-Nord et aux Antilles, et il a réussi à se garer des destroyers lancés à sa poursuite, en semant dans son sillage des ballonnets anti-radar. Ces ballonnets gonflés à l'hydrogène, reliés à un flotteur portant des bandes d'aluminium, engendrent des échos radar de valeur équivalente à ceux d'un U-Boot, et trompent les chasseurs de sous-marins. Carlsen connaît donc toutes les ruses du métier et sait les appliquer. Prudent, il s'est écarté de la côte d'Espagne jusqu'à toucher le 13° méridien-ouest, puis a remis le cap sur la côte marocaine C'est lui qui va encaisser, voici comment :

« Naviguant en plongée à 60 mètres de profondeur, il entend des bruits d'hélice au-dessus de sa tête, et brusquement le « ping » sinistre de l'asdic. Le premier chapelet de grenades lancées par l'*Imperialist*, explosant juste sous la quille de l'U-732, le force à la surface et l'expose au feu du chalutier. Entendant les projectiles résonner sur sa coque, Carlsen est le seul qui garde son sang-froid au cours de ces minutes dramatiques. Il donne l'ordre de plonger. L'U-732, ayant perdu l'assiette, coule comme un caillou et touche le sable du fond. Les grenades continuent à pleuvoir. Carlsen stoppe ses moteurs ; le sous-marin, emporté par le courant, rebondit sur une certaine distance, sur les inégalités de la ligne de fond, avant de s'arrêter pile, ses barres bloquées par les chocs et le sable, dans la position de la « montée ». Carlsen se livre à un inventaire des dégâts ; ceux-ci sont sérieux : l'un des émetteurs de T. S. F. est hors d'usage, le compas démoli ; les deux périscopes sont inutilisables ; plusieurs ballasts sont perforés, l'eau s'infiltre à travers la coque épaisse. La situation est grave, d'autant plus grave qu'au bout de quelques heures, l'atmosphère est viciée et que la réserve d'air comprimé est réduite à 200 kilogrammes. Carlsen décide de faire surface. Il y aura peut-être moyen de s'échapper maintenant que la nuit est tombée. Les deux tubes lance-torpilles arrière sont chargés à tout hasard. »

A 21 h., l'U-732, — le client de l'*Imperialist*, dans l'après-midi, — vient donc en surface. Il a de la gîte à tribord, et marche clopin-clopant. Ce serait folie d'essayer dans ces conditions de forcer le détroit. Il fuit donc vers le grand large à l'ouest. Il se méfie des radars qui le guettent, lance des ballonnets, navigue en zig-zag, essaie de tous les moyens pour dépister les poursuivants.

A 22 h., il n'a pas fait de mauvaise rencontre et l'espoir renaît dans son cœur. Soudain, projecteur dans la nuit. Le faisceau passe sur lui rapidement, puis s'éteint. Pas de doute, il est repéré. Il veut forcer l'allure. En vain ; dix minutes plus tard, les Allemands voient surgir, par tribord arrière, une forme noire. C'est le destroyer *Douglas*, qui sans hésiter, après avoir repéré le but au radar et au projecteur, et l'avoir rejoint, ouvre sur lui un feu d'enfer.

« Traceurs, projectiles de 120 et de 20 millimètres convergent vers la coque et le kiosque de l'U-732, éclatant en plein bois ou dans le groupe d'Allemands tassés sur le kiosque. Quelques marins n'attendent pas l'ordre de leur commandant, pour échapper au massacre en se jetant par-dessus bord. Carlsen s'est penché au-dessus du panneau de descente, criant à l'ingénieur-mécanicien de saborder le bâtiment et aux hommes d'évacuer le sous-marin. Il retire d'un caisson les ceintures de sauvetage, les distribue à la ronde, puis, suivant l'exemple de son équipage, il se lance à l'eau. Il est temps, le *Douglas*, coupant la route au submersible, a largué devant lui un chapelet de grenades. Dans le remous de l'explosion, qui commotionne les naufragés nageant sur l'eau noire, l'U-732, avec un dernier soubresaut de bête blessée, glisse vers le lit rocheux de l'océan. Carlsen, avec dix-huit seulement de ses hommes sera recueilli plus tard par les unités anglaises. »

Dans les heures suivantes, un autre sous-marin est détecté par le *Wellington R*, qui l'attaque à la grenade. Le même est encore grenadé, le lendemain matin, à l'est de Tanger, sans résultats apparents. On sait aussi à Gibraltar qu'un ennemi au moins a réussi à traverser le filet, car un *Wellington* a signalé un sous-marin, naviguant en surface, à une trentaine de milles à l'est de Carthagène. On se décide à concentrer tous les efforts sur un autre sous-marin que l'on sait en train de tenter la traversée. Cet obstiné n'est autre que l'U-340. Il est parti, le 18 octobre, de Saint-Nazaire. Il a navigué le plus souvent en plongée, réduisant au minimum, le temps passé en surface pour recharger les batteries. Malgré ses précautions, il a été repéré, dans la nuit du 30 au 31 octobre, par le *Wellington W*, à 37 milles au sud-ouest du cap Spartel. Il a pu toutefois poursuivre sa route, n'ayant subi que des dégâts négligeables. Le 31 au soir, le capitaine Klaus apprend par un message radio que son camarade Carlsen est en difficulté avec les destroyers ; mais il garde pour lui cette mauvaise nouvelle et n'en dit rien à son équipage, dont le moral depuis l'attaque du *Wellington*, est loin d'être parfait. Il avance lentement, pour ne pas mettre à plat ses accumulateurs, donne de temps à autre de furtifs coups de périscope, et double le cap Spartel. Vers 23 h., il lui faut recharger les batteries et faire surface. Pas de chance ! Il est repéré par le *Wellington R*, qui l'éclaire avec son projecteur, et, en dépit de la D. Ç. A., passe en trombe sur sa tête et lui largue un chapelet de grenades. La secousse de l'explosion renverse les hommes, brise des lampes, met hors d'action le moteur électrique tribord. Mais Klaus s'est ressaisi. Il pousse ses hommes vers le panneau de descente :

« Vite dépêchez-vous, bande de ralentis ! Plongée rapide, immersion 80 mètres ! »

L'opération réussit. Le sous-marin plonge rapidement. Deux mécaniciens tentent de réparer le moteur avarié. Klaus surveille les deux hommes des barres de plongée et l'aiguille du manomètre.

Il a sous les yeux la carte du détroit. Le fond est très inégal. Il s'agit de ne pas aller talonner contre quelque rocher ! De fait, un peu plus loin, il heurte un banc de sable, réussit à s'échapper. Il calcule qu'il se trouve au large de la pointe Malabata ; il met donc le cap vers le nord-est, pour s'écarter de la côte marocaine et éviter les contre-courants revenant vers l'ouest.

Mais à 5 h. 45, au matin du 1er novembre, retentit le « ping » de l'asdic, suivi bientôt du battement sourd des hélices. Klaus vient de tomber sur la ligne des patrouilleurs de Gibraltar et il se sait repéré. Instinctivement, les Allemands dressent l'oreille. Un « floc » étouffé ! Attention ! Un grondement sourd et ouaté secoue le bateau, mais pas trop violemment. Les grenades étaient mal réglées. Klaus n'attend pas la deuxième attaque. Par un trou creusé dans la coque, il fait lancer des pilules chimiques, qui, en se dissolvant autour du sous-marin, déroutent les opérateurs anglais. Toute invention agressive a en effet sa parade défensive. Et de même qu'il y a des ballonnets anti-radar, il y a des pilules *anti-asdic*. O progrès ! De fait, Klaus poursuit sa route, durant toute la journée de la Toussaint 1943, par 80 mètres de profondeur, semant de temps à autre des pilules pour occuper les Britanniques. A la fin de l'après-midi, le besoin de recharger les batteries se fait sentir. Il faut faire surface. Doucement, Klaus remonte à 7 mètres, donne un coup prudent de périscope. Rien en vue. La Méditerranée est là, droit devant lui, la route est libre. Ballasts vidés, le sous-marin émerge et court vers le sud-est. Deux heures plus tard la nuit et entière. Klaus, sur la passerelle, surveille lui-même la route.

— « Destroyer en vue », crie l'un des veilleurs.

A tribord arrière, une forme noire a surgi. C'est la dernière ligne du dispositif du détroit, qui entre en action. Le *Fleetwood* a obtenu un contact radar, à 21 h. Il fonce aussitôt vers le but, en alertant par radio les deux corvettes qui opèrent avec lui.

— « Qu'on soit paré, pour les deux tubes arrière, » ordonne Klaus.

S'il n'a qu'un ennemi, pour lui barrer la route, il n'en a pas bien peur. Laissons-le approcher. Oui mais deux autres silhouettes se montrent !

— « Plongée rapide. Immersion 150 mètres ! »

Sur le lieu de la plongée, le *Fleetwood* tourne en rond lançant des chapelets de grenades. L'explosion des engins accélère la descente du sous-marin, qui ne s'arrête qu'en reposant sur le fond. Les nerfs des hommes se détendent ; sans mot dire, de peur que l'ennemi ne les entende, ils échangent des regards lourds de pensée ! La situation, en se prolongeant, devient intolérable. Klaus réunit son monde :

« Nous ne pouvons rester plus longtemps en plongée, dit-il ; nous ne pouvons pas non plus revenir en surface, pour ventiler et recharger nos batteries. Nous serons aussitôt repérés par les Anglais, qui nous attendent là-haut. J'ai donc décidé de remonter et de saborder le bateau ; vous aurez ainsi au moins une chance de vous sauver en gagnant à la nage la côte marocaine toute proche. Bonne chance à tous ! »

Il est 4 h. 30, au matin du 2 novembre. On chasse aux ballasts, le sous-marin remonte et vient crever la surface. Aucun bâtiment anglais n'est en vue. Les hommes exécutent l'ordre donné et se jettent à l'eau, comme pour la baignade, et nagent en groupe vers la côte. Quelques minutes plus tard, un bruit sourd se fait entendre. L'U-340, sabordé, disparaît. Pendant ce temps, que faisait le *Fleetwood ?* Il a perdu le contact avec l'ennemi, mais il surveille attentivement l'horizon. Tous les veilleurs sont sur le qui-vive. Rien en vue, si ce n'est quatre barques de pêche. Le navire anglais s'en approche, les arraisonne, les trouve pleines d'hommes, qui, au lieu du costume pittoresque des pêcheurs du lieu, portent des ceintures de sauvetage jaunes ! Ce sont les Allemands qui essaient de brûler la politesse au vainqueur. Sans doute, on est dans les eaux territoriales espagnoles. Mais les diplomates arrangeront l'affaire. Pour l'instant, il faut avoir ces hommes, qui, du reste sont épuisés et ont besoin de soins. On a un médecin et des infirmiers sur le navire. L'Amirauté sera bien contente de recevoir ces prisonniers. L'escorteur les prend à son bord et fait route sur Gibraltar.

Ainsi se termine la bataille du Détroit. Sur cinq sous-marins allemands envoyés en Méditerranée, un a été coulé, dans les eaux portugaises, deux autres dans le détroit, et deux ont échappé aux radars et aux asdics des patrouilleurs. De l'un de ces deux-là, du reste, la carrière sera courte. Le 9 mars 1944, l'U-450, le premier des deux, capitaine Bohme, sera repéré au large d'Anzio, grenadé, détérioré, obligé de faire surface, au milieu des torpilleurs adverses. Bohme et tous ses hommes seront faits prisonniers. Quant à l'autre, l'U-642, malgré deux repérages et deux attaques par le *Wellington P*, il réussira à atteindre Toulon.

Un nouveau tournant dans la lutte anti-sous-marine se réalise à Gibraltar, à l'arrivée, en décembre 1943, de la 63e escadrille d'hydravions *Catalina* de la marine américaine.

« Ces appareils commencent aussitôt à survoler de jour le secteur ; chose étonnante, ils traînent au bout d'un câble, à quelques mètres au-dessus de l'eau, une sorte de bombe. En réalité ce pseudo-projectile est un détecteur appelé M. A. D. — *Magnetic Airborne Detector* ou détecteur magnétique, — une sorte de fluxmètre, qui permet de repérer par variation de champ magnétique la présence d'une masse de fer immergée. »

Dès lors, les sous-marins subissent une chasse acharnée. Au début, les hydravions *Catalina* ne peuvent pas tenir la mer tout le temps, pour exercer la surveillance, et s'ils font des victimes, ils en laissent échapper. Mais bientôt arrivent de petits dirigeables semi-rigides de la marine américaine, qui tiennent l'air 24 heures de suite et permettent la détection M. A. D. sans interruption. Dès lors, le verrouillage du détroit est complet. Il ne reste plus que onze sous-marins en Méditerranée, où ils sont embouteillés. Ils attendront passivement, au port, le bombardement des superforteresses. A la veille de l'invasion de Provence, les cadavres de quatre d'entre eux gisent au fond du bassin Missiessy, à Toulon. Trois autres se saborderont pour éviter de tomber intacts aux mains des vainqueurs. Dans le cul-de-sac oriental, il ne restera en septembre 1944, que quatre de ces enfants perdus : deux périront sans gloire à Salamine, sous les bombes alliées. Un seul — le dernier représentant de cette redoutable engeance — appareillera du port

pour aller mourir en combattant en pleine mer. Gibraltar, verrou de la Méditerranée avait, un an avant la capitulation allemande, scellé le sort de l'arme sous-marine.

IV

Si le radar, l'asdic, le M. A. D. sont d'étonnantes inventions, que nous venons de voir à l'œuvre, il n'est que juste de reconnaître que la bombe atomique a obtenu sur elles une préséance redoutable. Aussi, depuis la fin de la guerre, un acharnement incroyable a été déployé pour en découvrir le mystère. Au printemps de 1946, les opérations d'espionnage soviétiques, au Canada, furent révélées par les autorités officielles de ce pays. La presse mondiale publia la chose sous de très gros titres. Puis le silence se fit. Il a paru, depuis, un ouvrage d'un intérêt fascinant sur ce sujet [3]. Un résumé très dense de ce livre a paru, dans le numéro de septembre 1947 de la Revue *Sélection du Reader's Digest*, 216, boulevard St-Germain, Paris.

On se souvient des aventures du citoyen soviétique Kravchenko (voir notre Causerie du 31 juillet). L'histoire que nous allons raconter est toute semblable. Il s'agit cette fois d'un autre agent des Soviets, nommé Igor Gouzenko, chargé du chiffre à la section militaire de l'ambassade soviétique à Ottawa. Gouzenko est un jeune homme de 25 ans, aux yeux graves et à l'air sérieux. Lieutenant de l'armée rouge, il a subi un long entraînement, tout à fait spécial, pour ses fonctions qui sont des plus délicates. Il a fait la guerre en première ligne, en 1942, y compris la campagne d'hiver devant Moscou. Il est regardé comme un homme méritant toute confiance. Il a avec lui, au Canada, sa jeune femme, Svetlana Borisovna ; et peu après leur arrivée à Ottawa, ils ont eu un fils, Andrei.

Or, un drame de conscience d'une violence inouïe trouble l'âme de ce Slave. Il a honte du métier qu'il fait, le métier d'espion, dans un beau pays qu'il a appris à admirer et aimer. Puis, un beau jour, exactement le 5 septembre 1945, sa décision est prise. Il va rompre avec la mère-patrie, il va avertir le gouvernement canadien de ce qui se passe chez lui. Il sait qu'il risque la mort, mais il a fait le sacrifice de sa vie. Il a réalisé un choix des documents les plus graves, qui lui sont confiés, les répartit dans ses poches, les épingles sous sa chemise, et réussit à sortir sans éveiller les soupçons du portier de l'ambassade, qui, naturellement, est un agent du N. K. V. D. (Police secrète).

Où va-t-il ? Il a bien réfléchi à son plan d'action. Il se rend aux bureaux du *Journal* d'Ottawa, demande à parler au directeur, ne peut voir qu'un de ses adjoints et lui expose le but de sa visite. Le journaliste, éberlué de l'importance des documents qui lui sont proposés, finit par lui dire :

« Vous feriez mieux de vous adresser à la police. Elle est plus qualifiée qu'un journaliste pour s'occuper de ce genre de questions. »

Il était trop tard, pour rien faire ce jour-là. Le lendemain, Gouzenko et sa femme se rendent au ministère de la Justice, au bureau du procureur de la couronne, et n'y trouvent qu'une secrétaire, à qui ils expliquent la gravité des documents dont ils sont détenteurs :

« Tout y est, dit Gouzenko, y compris les renseignements sur la bombe atomique. Il faut que vous en parliez à votre gouvernement. »

Mais ce n'est pas chose facile que de livrer des documents et de se faire entendre, surtout d'un gouvernement honnête et pacifique. Et cependant Gouzenko n'avait qu'une idée : se faire recevoir et entendre au plus vite, car il savait ce qu'il risquait. Le premier ministre au Canada est M. Mackenzie King. On était justement au 6 septembre 1945, jour fixé pour l'ouverture du Parlement. Cependant, le secrétaire aux Affaires étrangères, Norman Robertson, a pu être alerté. Il saisit le Premier ministre, par téléphone, au moment précis où ce dernier était attendu au Parlement, et lui fait un récit sommaire de ce qui arrive. Mackenzie King réplique, ainsi qu'il devait le dire, plus tard, au Parlement canadien lui-même :

« Il s'agit d'un cas dans lequel nous ne saurions montrer trop de prudence. Nous ne savons rien de l'authenticité de ces documents ni de l'état d'esprit de celui qui nous les offre, ni des raisons qui le poussent à agir ainsi. Je ne suis pas d'avis que le gouvernement canadien doive faire quoi que ce soit, qui puisse porter le gouvernement soviétique à croire que nous nous mêlons de ses affaires. Dites à ce jeune homme de retourner à son ambassade, avec les documents qui sont en sa possession. »

Retourner à son ambassade, c'est ce que Gouzenko ne pouvait déjà plus faire, sous peine de mort, pour lui et sa femme. Il revint toutefois chez lui, en se cachant de son mieux. A peine rentré, il jeta un coup d'œil furtif sur le parc, de l'autre côté de la rue et vite ce qu'il redoutait par dessus tout : assis sur le banc d'en face, deux hommes étaient là qui, de toute évidence, surveillaient sa porte principale d'entrée, qu'heureusement il avait évitée cette fois. Il attendit. Vers la fin de la soirée, la voix du sous-lieutenant Lavrentiev, de son ambassade, se fit entendre à sa porte :

— « Gouzenko, ouvrez ! »

Gouzenko et sa femme retinrent leur souffle, sans répondre. Mais le petit Andrei, se jetant après un jouet, trébucha et vint tomber contre la porte, trahissant, sans le vouloir, la présence de ses parents. Le père prit l'enfant, et sortit par derrière, sur un balcon, que partageait avec lui son plus proche voisin, un sergent de l'armée de l'Air canadienne. Le sergent était occupé à lire son journal, la pipe à la bouche :

— « Excusez-moi, lui souffle Gouzenko. Puis-je vous parler ?

— « Bien sûr, mon vieux, qu'y a-t-il donc ?

— « Je vous en prie, gardez mon petit garçon, avec vous la nuit, — il peut nous arriver malheur, à ma femme et à moi !

— « Quel malheur ?

— « La mort ! »

Puis apercevant Lavrentiev, qui s'éloignait dans le parc, il ajouta :

— « Le voilà ! Peut-être vaudrait-il mieux que vous preniez aussi ma femme dans votre appartement ! »

Survint une excellente voisine. Mise au courant

[3] Richard Hirsch, ex-lieutenant-colonel du Service des renseignements de l'armée américaine. *The Soviet Spies* (*Les Espions soviétiques*). — Chez Duell, Sloan and Pearce, à New-York.

de la situation, elle invita les étrangers à venir chez elle.

— « Allez avec elle, dit le sergent. Je vais appeler la police. Ces gaillards-là n'oseront pas entrer dans la maison d'un citoyen canadien. »

Il était sept heures du soir. Une demi-heure plus tard, deux agents arrivaient. Gouzenko leur expliqua ce qui se passait. Les agents promirent leur concours.

— « Laissez, dirent-ils, la lumière allumée dans cette salle de bains. Elle est visible du parc. Si vous avez besoin de nous, vous n'aurez qu'à l'éteindre.

Gouzenko vivait un vrai film policier. Jusqu'à 11 h. 1/2 du soir, rien. Mais à ce moment, quatre hommes, venus en auto, vinrent frapper à la porte de Gouzenko. Ils frappèrent si fort et si peu discrètement que le sergent aviateur crut que c'était la police. Il ouvrit sa porte. Constatant son erreur, il rentrait chez lui quand un des hommes lui dit :

— « Où est Gouzenko ? »

— « Pas la moindre idée, mon gars », réplique le sergent en claquant sa porte.

Les hommes se remirent après la porte. Gouzenko les regardait faire par un trou de serrure. Il vit que le moment était venu de demander secours ; il alla donc dans la salle de bains et éteignit la lumière. Du parc, les agents virent le signal et accoururent. L'appartement de Gouzenko avait été forcé. La porte avait sauté. Les agents trouvèrent les quatre hommes, toutes lampes allumées, dans une pièce.

— « Qu'est-ce que vous faites-là, vous autres ? demanda l'agent Walsh. »

Pour toute réponse, l'un des hommes présenta sa carte d'identité : Paulov, consul de Russie.

— « Le locataire de cet appartement, dit-il, a quitté la ville, mais il nous a autorisés à prendre chez lui ce dont nous avons besoin. »

Walsh, montrant la porte enfoncée, dont un morceau de loquet traînait à terre :

— « Pour des gens qui ont la permission de pénétrer dans un appartement, vous avez une drôle de façon de vous y prendre !

— « Nous avons perdu la clef, répondit Paulov. Vous êtes ici dans une propriété des Soviets, où nous pouvons agir à notre guise. Veuillez vous retirer.

— « Pas avant l'arrivée d'un inspecteur », rétorqua l'agent têtu.

Les Russes alors abandonnèrent la partie. Les Gouzenko achevèrent la nuit chez Mme Anderson, sous la protection de la police.

Le 7 septembre, à l'aube, ils furent transférés au Quartier général de la police montée. Le préfet de police en personne vint avertir Mackenzie King des événements de la nuit.

« Assurez-vous, insista le premier ministre, que les mobiles de cet homme sont au-dessus de tout soupçon et que ses documents sont authentiques.

Le préfet de police passa donc à l'interrogatoire de Gouzenko. Pourquoi agissait-il ainsi ?

En réponse à cette question précise, le Russe écrivit et signa la pièce qu'on va lire et qui mérite d'être connue :

— « Je soussigné, Igor Gouzenko, désire faire spontanément la déclaration suivante :

Dès mon arrivée au Canada, voici deux ans, j'ai été frappé par la liberté individuelle complète qui existe au Canada et que nous ignorons en Russie. Chaque jour, je pouvais voir infirmer les informations erronées sur les pays démocratiques, qui sont diffusées actuellement en Russie : car aucune propagande fondée sur le mensonge ne résiste aux faits.

En même temps qu'il pérore abondamment, dans les conférences internationales, sur la paix et la sécurité, le gouvernement soviétique se prépare secrètement à une troisième guerre mondiale. A cet effet, il est en train d'organiser une cinquième colonne dans les pays démocratiques, y compris le Canada, et les représentants diplomatiques des Soviets eux-mêmes travaillent à cette organisation.

Depuis que je suis au Canada, il m'a été donné de voir dans quelle mesure le peuple et le gouvernement canadiens, sincèrement désireux d'aider le peuple soviétique, ont envoyé des fournitures à l'U. R. S. S. et recueilli de l'argent pour le bien-être du peuple russe, allant jusqu'à sacrifier la vie de leurs fils, pour assurer le transport de ces fournitures à travers l'Océan. Et voici qu'au lieu de se montrer reconnaissant pour l'aide qui lui a été apportée, le gouvernement soviétique se livre à l'espionnage au Canada et s'apprête à poignarder ce pays dans le dos, à l'insu du peuple russe.

Convaincu qu'un tel double jeu du gouvernement soviétique, à l'égard des pays démocratiques, n'est pas conforme aux intérêts du peuple russe et met en péril la sécurité du monde civilisé, j'ai décidé de rompre avec le régime soviétique et d'annoncer publiquement ma décision. »

Restait à vérifier l'importance et l'authenticité des documents fournis par Gouzenko. La chose était compliquée : masse de documents considérable et disparate. On installa un service spécial, dans les casernes de la police montée à Rockcliffe. Sous la conduite de l'inspecteur John Léopold, une brigade du service de contre-espionnage, se mit au travail. On se trouvait en face de la plus extraordinaire organisation d'espionnage.

De son côté, l'ambassade soviétique s'inquiétait. Le 8 septembre, le gouvernement canadien recevait la note suivante :

« Un fonctionnaire de l'Ambassade, Igor Sergeiévitch Gouzenko, ne s'est pas présenté à ses bureaux le 6 septembre. Par la suite, il a été établi que I. Gouzenko avait dérobé de l'argent appartenant à l'Ambassade et se cachait avec sa famille. L'Ambassade de l'U. R. S. S. demande au ministère des Affaires étrangères de prendre d'urgence des mesures pour faire rechercher et arrêter I. Gouzenko et pour le remettre entre les mains des Soviets. »

Sur cet avis, le gouvernement canadien réclama des précisions au sujet des sommes volées. Mais pour toute réponse, l'Ambassade adressait au ministère le 14 septembre, une seconde note, où on lisait de nouveau ce qui suit :

« Suivant les instructions qu'elle a reçues du gouvernement de l'U. R. S. S., l'Ambassade demande à nouveau au gouvernement du Canada de se saisir de la personne de Gouzenko et de sa femme, et de les remettre, sans autre forme de procès, entre les mains de leur Ambassade afin qu'ils soient déportés en Union soviétique. »

Pendant ce temps, l'interrogatoire de Gouzenko avait progressé. Il avait fait la preuve de sa parfaite bonne foi et de l'authenticité de ses documents. On avait pu vérifier les écritures des pièces apportées par lui est constater que les autographes étaient concluants. Dès le 21 septembre, l'inspec-

teur chargé de l'enquête, John Léopold, pouvait adresser à Mackenzie King le rapport suivant :

— « Monsieur le Premier Ministre, Nous avons la preuve formelle de l'organisation d'un réseau clandestin au Canada, destiné à recueillir des renseignements secrets de la part des fonctionnaires et des organisations officielles du gouvernement canadien. Ce sont des membres du personnel de l'Ambassade des Soviets qui se sont livrés à cette activité, sur instruction directe de Moscou. Tous ces agents étaient connus sous de faux noms. C'est ainsi que nous avons la preuve que « Grant » était le pseudonyme du colonel Zabotine.

Le programme d'espionnage dont le colonel Zabotine avait la responsabilité comprenait : 1° la bombe atomique, sa composition, son maniement et sa description technique ; — 2° un échantillon d'uranium 235, avec des détails concernant l'usine qui le fabrique ; — 3° la Bibliothèque du Conseil de la Recherche ; — 4° les mouvements de troupes américaines. »

La suite de l'enquête établit que les agents d'espionnage soviétiques s'intéressaient aussi, très vivement, à toutes les inventions secrètes de la guerre, telles que le radar, l'asdic, les bombes volantes, les fusées d'obus électroniques, le super-explosif dénommé R. D. X., etc.

Comme le Premier ministre demandait :

— « Puis-je savoir dans quelle mesure ces objectifs ont été atteints ?

— « Monsieur le Président, il n'y a pas eu d'insuccès ! » lui fut-il répondu.

Le gouvernement canadien fut stupéfait.

Parmi les pièces soumises au Premier ministre, pour lui démontrer que le système soviétique fonctionnait fort bien, figurait le câblogramme suivant, expédié à Moscou, le 9 août 1945 :

— « Au Directeur : Informations venant d'Alek... La production de l'uranium 235 s'élève à 400 grammes par jour dans l'usine de séparation magnétique de Clinton ; la production de l'uranium 49 est probablement deux fois plus forte ; certaines usines où l'on traite le graphite sont conçues pour une production quotidienne de 250 grammes... Alek nous a transmis un échantillon de platine contenant 162 microgrammes d'uranium 233. Signé Grant. »

— « Qui est Alek ? » demanda M. Mackenzie King.

## V

« Qui est Alek » ? Voilà ce que l'on se demandait désormais. L'affaire Gouzenko entrait dans sa seconde phase. Il s'agissait d'identifier les clients des Soviets, ceux qui livraient les secrets en leur possession. Qui étaient-ils ? Que recevaient-ils pour cette besogne de trahison ? Quels étaient les mobiles de leur activité ?

Sur le premier point, on fit, avec le temps des découvertes étonnantes. On sut que « Alek » devait rencontrer un agent soviétique, à Londres, dans les conditions suivantes, précisées par Moscou, dans un télégramme à Grant :

« I. — Lieu de rendez-vous : devant le British Museum, dans Great Russell Street, de l'autre côté de la rue. Alek viendra de Tottenham Court Road, et notre émissaire de Southampton Row.

II. — Heure du rendez-vous : 8 heures du soir.

III. — Signes de reconnaissance : Alek portera le *Times* sous son bras gauche, et l'émissaire tiendra le *Picture Post* dans sa main gauche.

IV. — Mot de passe. — Pour l'émissaire : « Quel est le plus court chemin d'ici au Strand ? » — Pour Alek : « J'y vais justement, suivez-moi. »

Le Premier ministre canadien était si convaincu de la gravité des faits qu'il estima nécessaire de voir immédiatement le président Truman et ensuite le Premier ministre anglais, Attlee.

Effectivement, il quitta Ottawa le 28 septembre. Le 29, il avait un entretien avec M. Truman, à Washington, puis s'embarquait sur le *Queen Mary*, pour l'Angleterre. M. Attlee était aux Chequers ; l'entrevue eut lieu sans retard. Peu après le Directeur de Scotland Yard, la fameuse police secrète anglaise, était convoqué. Le lieutenant-colonel Léonard Burt était chargé d'identifier « Alek ». L'entrevue fixée entre ce personnage et l'émissaire soviétique devait avoir lieu, le lendemain même, 7 octobre.

Pas de temps à perdre. Burt appelle à son aide l'inspecteur William Whitehead. Ils raisonnent le cas : il était question dans les documents de King's College, au Strand.

« S'il a la moindre compétence en matière d'énergie atomique il y a tout lieu de croire qu'il s'agit d'un physicien. Cherchons donc à savoir s'il y a des professeurs de cet Institut qui soient partis, ces temps derniers, pour le Canada. »

A King's College, on fut tout de suite instruit.

— Il doit s'agir, répondit le Directeur de la section de Physique, du Dr May. Il a collaboré à la commission de l'énergie atomique à Montréal.

On avait par ailleurs le signalement d' « Alek » : chauve, petit de taille, des yeux assez petits, des lunettes à monture métallique, une moustache.

« Il semblait presque inconcevable qu'un individu d'apparence aussi inoffensive fût en mesure d'attenter à la sécurité du monde. »

Mais celui qui, peut-être un jour, fera sauter la planète, comme le souhaitait déjà Anatole France, dans *l'Ile des Pingoins*, n'aura pas nécessairement des biceps redoutables et une mine patibulaire !

On surveille donc le physicien May. Seulement, déception, le lendemain, à l'heure du rendez-vous, devant le British Museum, May ne se présenta pas. On fut un peu dérouté. Après vérification auprès du Directeur de l'Institut atomique, au Canada, il ne put cependant plus y avoir de doute. On sut que May avait été trois fois aux Etats-Unis, pour y travailler dans les usines atomiques, en collaboration avec d'autres savants. Sans doute, il avait alors signé l'engagement écrit de ne rien révéler de ce qu'il verrait et saurait. Le général Groves, américain, sollicité par lui pour une quatrième visite, avait refusé l'autorisation, sans se douter du reste de rien, simplement parce que quatre visites, cela paraissait beaucoup. Le physicien risquait d'en savoir trop long sur les expériences qui se poursuivaient en grand mystère aux Etats-Unis. Cette décision du général Groves empêcha seule, probablement, les Soviets de posséder tous les détails de la construction de la bombe.

Pour en finir avec May, il ne devait être arrêté, après des mois de surveillance inlassable, qu'en mars 1946. Il achevait, au Collège, un exposé de la théorie nucléaire, quand l'inspecteur Whitehead se présenta et lui dit :

— « J'ai sur moi votre mandat d'arrêt. Je vous en donnerai lecture dans un instant. »

— « Très bien, répondit May, avec un léger sourire, vous ne m'en voyez guère surpris. »

Pressé de questions par le juge, il fit, par écrit, l'extraordinaire réponse suivante :

« Voici un an environ, alors que j'étais au Canada, je fus abordé par un individu dont je me refuse à révéler l'identité. Il attendait de moi des renseignements sur les recherches atomiques. C'était une question que j'avais longuement débattue en moi-même. Etait-il juste que les progrès de l'énergie atomique demeurassent l'apanage exclusif des Etats-Unis ? J'arrivai à cette pénible conclusion qu'il me fallait communiquer les informations d'ordre général, dont je disposais sur l'énergie atomique en m'assurant toutefois que la chose était sérieuse. C'est la raison pour laquelle je décidai de répondre aux propositions qui m'étaient faites. Lors de l'une de nos rencontres, je remis à mon interlocuteur des quantités microscopiques d'uranium 233 et 235, en même temps qu'un rapport écrit sur ce que je savais, à l'époque, des recherches atomiques. Il me demanda également des informations sur les obus américains A. A. à commande électronique. Je n'étais pas compétent en la matière et ne pus lui fournir grand chose. Il me remit, dans une bouteille de whisky, une somme en dollars dont j'ai oublié le montant — que j'acceptai à mon corps défendant. Avant mon départ du Canada, il avait été décidé qu'à mon retour à Londres, je me trouverais à un rendez-vous, avec une personne inconnue. Je m'y dérobai, parce qu'il m'était apparu que ces méthodes clandestines étaient incompatibles avec l'idée que je me faisais d'une divulgation officielle de renseignements et d'un contrôle international équitable de l'énergie atomique.

Je me suis senti gêné d'un bout à l'autre de cette affaire, et je ne m'y suis aventuré que parce que j'étais convaincu de pouvoir contribuer utilement à la paix du monde. Je n'y ai certainement pas été poussé par l'appât du gain. »

Remarquons bien ces derniers mots. Ils sont les plus graves de tous. On pourrait s'imaginer en effet qu'il aurait fallu à l'U. R. S. S. dépenser des sommes folles pour obtenir des secrets aussi précieux et aussi bien gardés. Pas le moins du monde. Les bordereaux que l'on a des sommes versées sont absolument dérisoires : 100 dollars à « Back », le 4 avril, autant le 8 mai 1945, 30 dollars à « Badeau », 30 à « Bagley ». On vient de voir une bouteille de whisky contenant des dollars à « Alek ». Les agents qui livraient des secrets ne travaillaient pas pour l'argent. Ils n'encaissaient que des sommes relativement modiques, mais ils étaient poussés soit par le pacifisme, comme May, soit par les convictions communistes, comme ceux dont nous allons parler. Pour eux, il n'y avait plus rien de sacré. Ce physicien de Londres, ce savant, cet homme respectable, avait signé par écrit l'engagement de ne rien dire. Et il s'était parjuré à maintes reprises.

Comme on comprend la mercuriale sévère du juge :

— « Alan Nunn May, j'ai été quelque peu surpris de votre façon de vous présenter comme un homme d'honneur qui aurait agi sur la seule injonction de sa conscience. Je ne me fais pas du tout cette idée-là de vous ! Comment se peut-il qu'un homme de votre valeur ait eu la prétention, pour ne pas dire la perversité, de se croire qualifié en la matière, alors que vous aviez pris l'engagement écrit de ne rien livrer, et, sachant qu'il s'agissait d'un des secrets les plus précieux de votre pays. Votre conduite est tout simplement monstrueuse ! »

Ce même mépris de la parole donnée, signée, engagée sur serment, on la retrouve en cette affaire, chez Fred Rose, l'unique député communiste du parlement canadien. Il se nommait *Debouz*, dans la liste des agents secrets de l'Ambassade soviétique. On l'avait d'abord, au début de la guerre, frappé d'un arrêt d'internement, mais dans la suite, une fois la Russie en guerre, on l'avait libéré. Le 6 octobre 1942, il s'était engagé par écrit de ne participer à aucune des activités du parti communiste canadien ou de quelque organisation communiste que ce fût. Il avait aussi prêté serment de ne livrer aucun renseignement intéressant la guerre, de ne commettre aucun acte susceptible de porter préjudice au Canada et à ses alliés.

« Sa signature n'était pas encore sèche qu'il se parjurait, tant à la lettre qu'en esprit. »

Mais que faire, en face de ces découvertes ? Le gouvernement canadien joua le franc-jeu. Mackenzie King avertit l'attaché soviétique qu'il allait dénoncer au parlement les activités suspectes d'une puissance étrangère. Ce serait la Russie qui serait visée, mais il ne la nommerait point. Il déclara qu'il était prêt à aller conférer de tout cela avec Staline en personne.

Ce fut juste à cette époque, en février 1946, que toutes les personnes suspectes, et que l'on surveillait patiemment, depuis septembre précédent, furent arrêtées. Aucun de ceux qui furent saisis ce jour-là ne s'était rendu compte qu'il avait été filé durant des mois. Il y avait là des fonctionnaires réputés consciencieux et discrets des services gouvernementaux canadiens, des gens en quelque sorte au-dessus de tout soupçon.

« La plupart des suspects, écrit la Revue que nous résumons, étaient exceptionnellement instruits, d'une compétence et d'une intelligence remarquables. Leurs mobiles, tels qu'ils furent établis au cours de l'enquête, sont pleins d'enseignement pour le Canada, pour le monde entier. Rien ne permet de croire qu'ils aient agi pour de l'argent. Tout prouve au contraire qu'à l'origine ils étaient animés par une idéologie politique à laquelle s'ajoutait un véritable « dressage » psychologique dans des « groupes d'études », autrement dit dans des « cellules communistes ». La Commission royale établit que dans la grande majorité des cas, leur action s'inspirait directement des cours d'entraînement psychologique qui leur étaient donnés clandestinement par la section secrète d'un mouvement politique canadien : le Parti travailliste progressiste — parti communiste canadien... »

On comprend dès lors le mouvement qui s'est dessiné dès cette époque aux Etats-Unis et au Canada, pour chasser des administrations publiques, dans toute la mesure du possible, les éléments communistes, si bien camouflés qu'ils fussent. C'est là un travail d'épuration difficile à conduire, mais que tout ce que nous venons de dire explique suffisamment. Il semble en effet d'après cela que, pour un communiste, rien ne compte que la patrie soviétique, rien n'est sacré que le service de l'idéologie communiste.

Terminons cet exposé sommaire, tiré tout entier du livre documenté d'un officier supérieur du S. R. américain, par la liste des sanctions prises jusqu'ici :

Dr May — *Alek* — a plaidé coupable, 10 ans de prison ; — Fred Rose, député communiste canadien — *Debouz* — a été jugé coupable, 6 ans ; — Emma Woikin, employée au ministère des Affaires étrangères du Canada — *Nora* — a plaidé coupable, 3 ans ; — Kathleen Wilsher, employée au ministère

— *Elli* — a plaidé coupable, 3 ans ; — D. G. Lonan — *Black* — jugé coupable, 5 ans ; — E. W. Mazerall — *Bagley* — jugé coupable, 4 ans ; — Durnford Smith — *Badeau* — coupable, 5 ans.

Et voici la conclusion de l'article résumé ici :

« L'avenir seul permettra de savoir si les documents de Gouzenko amèneront un changement dans la tactique soviétique, qui consiste à recruter une cinquième colonne, dans un pays ami, sous le couvert d'une représentation diplomatique. A cet égard, nous citerons cette déclaration de Gouzenko : « Le dernier télégramme demandait des renseignements sur les ressources naturelles que le Canada pouvait mobiliser en temps de guerre : charbon, pétrole, métaux, etc. » A considérer les choses sans passion, du point de vue froidement objectif de la stratégie mondiale, l'intérêt que le Canada présente pour les Soviets est évident. Le Canada est la sentinelle avancée de la voie aérienne transpolaire entre les Etats-Unis et l'U. R. S. S. »

Quant à la réaction soviétique, en face de tout cela, elle fut assez simple. D'une part les chefs responsables de l'ambassade au Canada furent rappelés et nul ne les a revus. D'autre part, le chargé d'affaires du Canada à Moscou fut convoqué par le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Lozovski, et ce fut pour entendre lecture du document suivant, où le gouvernement soviétique minimisait à plaisir l'importance des faits :

« Il est parvenu à la connaissance des autorités soviétiques que certains membres de l'état-major de l'Attaché militaire soviétique au Canada ont reçu des renseignements de caractère secret, par l'entremise de citoyens canadiens. Néanmoins, ces renseignements ne présentaient pas un grand intérêt aux yeux des organisations soviétiques. Ils avaient trait à des données techniques, dont les autorités soviétiques n'avaient nul besoin, étant donnés les résultats techniques supérieurs obtenus par l'U. R. S. S. Il était d'ailleurs possible de se procurer les renseignements en question, dans les ouvrages publiés sur la radio-activité, etc., ainsi que dans l'opuscule bien connu de l'Américain J. D. Smith sur l'*Energie atomique*. Il serait donc absurde de prétendre que la transmission de données techniques de ce genre pouvait attenter en quoi que ce soit à la sécurité du Canada.

Cependant, dès qu'il eut connaissance des faits mentionnés ci-dessus, le gouvernement soviétique décida de rappeler l'Attaché militaire des Soviets, en raison du caractère inadmissible de ces faits. »

Nette désapprobation ! C'était du réalisme et de la ruse, le coup étant en partie manqué, il convenait de désavouer. On n'y a pas manqué.

## VI

Pour nous purifier de cette atmosphère d'espionnage, de mensonge, de parjures, de compétitions internationales, il ne sera pas mauvais de revenir, avec la *Nouvelle Revue missionnaire* (cahier 3 de 1947), à saint François Xavier.

Nous avons déjà parlé de l'apostolat du saint au Japon et aux Indes. (*Ami*, 15 mai 1947). Le R. P. Joseph Wicki, S. J., à Rome, traite cette fois de l'apostolat du saint auprès de la population portugaise aux Indes.

Il faut, pour comprendre cet apostolat, se souvenir des conditions religieuses de l'Inde portugaise. Le clergé y était fort peu nombreux, et quelques prêtres zélés mis à part, peu apostolique. Les communautés paroissiales restaient parfois privées de toute instruction religieuse, durant des années. On ne pouvait recevoir les livres religieux et catéchismes, encore peu répandus à cette date, que d'Europe, et une fois par an, par la flotte commerciale. C'est ce qui explique que Xavier, en abordant, avec ses compagnons, en 1542, dans la région de Goa, se trouva en face d'un champ immense d'évangélisation, avant tout contact avec les païens indigènes.

Voyons donc comment il s'y prit pour ressaisir cette masse de chrétiens négligents et négligés.

Il n'avait pas attendu d'être à Goa, pour exercer son ministère de manière efficace. Un apôtre est apôtre partout où il se trouve. Le voyage avait duré, en mer, environ six mois. Xavier ne cessa de prêcher à l'équipage et aux passagers, autant que les circonstances et l'état de santé des voyageurs le permirent ; il ne cessa plus, au cours de ses voyages en mer, de faire la même chose. Il lui arriva parfois des secours imprévus. Par exemple, en 1551, un petit nombre d'orphelins, que le P. Doménech avait élevés au Portugal, montèrent en bateau, à Lisbonne, en même temps que les Pères venant en renfort aux Indes et, durant tout le parcours, aidèrent les missionnaires, en luttant contre la mauvaise habitude du blasphème parmi les matelots, en favorisant les prédications et instructions quotidiennes, en entraînant les autres enfants du navire. Avec un Père, les orphelins, chaque mercredi et vendredi, chantaient les litanies et représentaient la Passion du Sauveur. Les samedis, ils chantaient le *Salve Regina* et le dimanche, au cours d'une messe « sèche » — c'est-à-dire sans consécration, — l'*Asperges*. Ils avaient l'art d'attirer des auditeurs aux prédications. Malheureusement, une fois aux Indes, plusieurs de ces enfants se perdirent, ce qui empêcha d'en envoyer d'autres du Portugal, avec les missionnaires.

Ce n'était là qu'un appoint occasionnel. L'apostolat de François-Xavier fut infiniment plus important à Goa et dans le reste des Indes portugaises.

Que trouvait-il devant lui ? De nombreux négociants et colons portugais, avec des armées d'esclaves des deux sexes. Mais il avait aussi des auxiliaires à foison. Le noviciat et le scolasticat, fondés immédiatement par la Compagnie, renforcés par de nombreux frères lais, offraient des catéchistes de première valeur. On se servait des non-prêtres pour catéchiser et instruire enfants, esclaves et grandes personnes, et les Pères avaient la haute main sur cet apostolat. Dès 1542, Xavier avait remanié et développé le catéchisme du Portugais Barros. Le livre s'appelait *Doctrina — Doctrine* — et nous l'appelons encore le *Petit catéchisme* de Xavier, qui resta en usage durant des dizaines d'années. On y trouvait, en 29 chapitres, les vérités essentielles du christianisme, les principales prières, le Décalogue, les vertus du chrétien. Les sacrements y étaient omis. Tout cela, du reste, simple, facile à comprendre, et si court qu'on pouvait aisément le recopier à la main et le propager.

Vers la fin de l'été 1546, Xavier rédigea un texte plus développé : *Declaraçâo*, ou *Explication de la foi*. C'est ce que nous désignons sous le nom de *Grand catéchisme*. Il s'ouvre par le récit de la création dans la Genèse, la chute des anges et du premier homme. Il traite ensuite de l'Incarnation, de la naissance et du baptême du Christ, de sa vie publique, de sa passion, de sa mort et de sa résurrection, avec la descente aux enfers, ses apparitions,

son ascension, son retour au jugement dernier. Il passe de là à l'explication du signe de la croix et du mystère de la sainte Trinité. Vient ensuite l'Eglise ; la nécessité de la foi termine l'exposé. Après 1552, d'autres R. P. développèrent les derniers chapitres et le tout fut imprimé pour la première fois, à Goa, en 1557, par Juan de Bustamante. Depuis 1548, le livre était répandu en copies manuscrites par les auxiliaires de Xavier. On l'apprenait par cœur, on le récitait ou chantait, surtout au collège de Saint-Paul à Goa.

Les missionnaires arrivant aux Indes et ne sachant pas encore de langue indigène, étaient employés à ce genre de ministère. Tout le monde sans exception y participait, jusqu'au portier qui devait catéchiser les pauvres gens se présentant au collège. On faisait le catéchisme aux nègres employés à la cuisine et c'était le frère cuisinier qui en était chargé.

Mais si l'on s'occupait avec soin de tous les habitants et visiteurs du collège, on ne négligeait pas pour autant le reste des Portugais de la ville. Xavier avait donné le branle, et en qualité de provincial des Indes, il avait la haute direction de tout cet apostolat. A la date de 1552, nous avons le récit de frère Melchior Dias, qui était sacristain. Tous les jours, à une heure de l'après-midi, Xavier faisait le tour de la cité, avec une petite cloche à la main, pour appeler les enfants à la classe de catéchisme. Une foule de gamins se mettait à ses trousses. Il leur apprenait les vérités de la foi, mais il ajoutait aussi les principes d'une bonne vie chrétienne. Il les gardait jusqu'à 4 heures, après quoi, il les congédiait. Tout se passait à l'église. En rentrant chez eux, les enfants chantaient la leçon qu'ils venaient d'apprendre, les garçons d'un côté de la rue et les filles de l'autre. Tout cela, nous assure-t-on, exerçait sur les parents une excellente influence et leur donnait de l'estime pour les Pères qui s'occupaient ainsi de leurs enfants.

Naturellement, on s'occupait de même des esclaves des deux sexes. Xavier avait formellement précisé ce point, en 1549.

Il semble bien qu'au bout de peu de temps de ce régime, Goa ne comptait plus guère de chrétiens ignorants de leurs devoirs et de leur foi.

Le provincial Quadros pourra étendre le système au reste de la région, où le besoin s'en faisait fortement sentir.

Pour les autres colonies portugaises, dans l'Inde, le petit nombre des missionnaires et des factoreries ne permettait pas un apostolat d'aussi grande envergure.

En 1548, une résidence permanente fut créée par les jésuites à Malacca. Xavier désigna deux Pères pour s'y établir, Francisco Pérez et Roque de Oliveira. Ils étaient chargés de faire du ministère auprès des habitants de la ville. Ils y arrivèrent le 29 mai 1548. Dès le lendemain, sans perdre de temps, Oliveira ouvrait une école, pour apprendre aux enfants la lecture et l'écriture, les prières à la Vierge et pour les morts. Les enfants étaient pour la plupart des mulâtres. Leurs mères indigènes ne savaient rien de la religion, et leurs pères, des Européens, ne s'en souciaient guère. On admit aussi dans les classes des fils de mulâtres et des esclaves des Portugais. Oliveira eut bientôt une centaine d'enfants à instruire. Au bout de six mois, ils étaient 180. Naturellement, le catéchisme de Xavier, la vie des saints et d'autres livres utiles étaient au premier rang de la pratique scolaire. Les dimanches et fêtes, il y avait prédication par le P. Pérez à toute la population, grands et petits, avec une heure et demie à deux heures d'instruction religieuse. La méthode était toujours la même : on apprenait la doctrine en chantant. Elle se gravait dans les mémoires, on la répétait dans les rues. Dès 1550, le nombre des enfants à l'école s'éleva à 400.

Parmi les Pères les plus zélés, alors, aux Indes, il faut nommer le P. Barzée — *Barzaeus*. On a pu le surnommer « le Xavier néerlandais ». Gaspard Berse — latinisé en *Barzaeus* — était né en effet à Goës, en Hollande. Il était devenu jésuite en 1546, et fut envoyé aux Indes en 1548. Il exerça son apostolat, admirablement du reste, surtout à Ormuz, île persane, entre le golfe persique et l'Océan indien. Il y déployait un zèle infatigable. Matin et soir, il instruisait les jeunes et les nègres, c'est-à-dire la population de couleur. Lui aussi, imitant Xavier et ses auxiliaires, il parcourait les rues, la clochette à la main et groupait des auditeurs à l'église. Xavier avait si haute estime pour le P. Barzée, qu'il le nomma, en 1552, recteur de Goa et provincial des Indes. Ce Père mourut, jeune encore, des suites de ses fatigues, le 6 octobre 1553, à Goa.

A Mylapore, près de Madras, c'étaient les Pères Cyprien et Lopez qui avaient la même tâche à accomplir. A Cochin, Quilon, Bassein, Thana, même activité missionnaire des jésuites, sous la haute autorité de Xavier. Partout des écoles ouvertes, partout on commençait par les enfants, pour atteindre les parents, partout on suivait les méthodes catéchistiques de Xavier.

Beaucoup plus malaisé était le ministère auprès des chrétiens ne parlant pas le portugais. Sans doute, ils étaient moins nombreux, mais il s'en trouvait quelques-uns à Goa, à Travancore, à Quilon et autres lieux. Ce fut surtout à Paraver que Xavier eut affaire à des chrétiens ne sachant que le tamoul. Il travailla deux ans auprès d'eux, de 1542 à 1544, se servant d'interprètes, souvent trompé par eux sur le sens des mots, suppléant à tout par la beauté de sa vie, par la richesse du geste, par le chant et la prière. Comme toujours, il commença par les enfants, réservant le samedi aux femmes et le dimanche aux hommes. Les choses ne se modifièrent qu'après l'arrivée du P. Criminali. Il fut le premier missionnaire sachant lire et écrire le tamoul. Cela n'avait pas été sans peine. Dès la fin de 1548, il comprenait fort bien le dialecte et pouvait le parler. Ce ne fut qu'en 1549, qu'il fut possible d'administrer le sacrement de pénitence, que les chrétiens du lieu n'avaient pu recevoir depuis 13 à 15 ans, après leur baptême. Bien des points de la doctrine, même parmi les plus importants n'avaient pu leur être expliqués, jusque-là. Il fut alors possible de former des catéchistes et de les suivre de près dans leur travail. Les missionnaires s'étaient astreints à ne plus parler que le tamoul. Les nombreuses fautes qui s'étaient glissées dans les traductions en tamoul faites par Xavier furent enfin corrigées. Malheureusement, le P. Criminali mourut peu après. D'autres durent quitter le pays, pour raison de santé. La mission n'en poursuivit pas moins ses progrès.

L'un des aspects les plus importants de l'apostolat, avec l'instruction donnée aux enfants, avait toujours été la prédication aux grandes personnes. Avant l'arrivée de Xavier, il n'y avait, aux Indes, à peu près rien. Selon Alexandre Valignano, qui est à notre source principale pour l'histoire primitive de l'apostolat catholique à partir de François-Xavier, on ne comptait pas plus de 2 ou 3 prédicateurs dans toutes les possessions portugaises. On en demandait de toutes parts. Le gouverneur de Sousa se lamentait sur cette pénurie. Quand Xavier arriva, il se mit à l'œuvre immédiatement et avec un succès immense. Mais il ne pouvait suffire à tout. Ses lettres à saint Ignace ou au roi de Portugal réclament souvent l'envoi de prédicateurs, d'hommes capables de donner les *Exercices*, de s'occuper de l'instruction des clercs à Goa et dans les autres colonies. Ses instances ne restèrent pas stériles. En 1548, les Dominicains envoyèrent aux Indes un certain nombre de religieux, et parmi eux un prédicateur qui organisa un couvent à Goa. Dès lors, l'Ordre continua à envoyer des prêcheurs, qui purent alterner avec les jésuites dans les chaires des églises. Il était arrivé en 1546, deux jésuites du Portugal, qui n'étaient pas venus précisément comme prédicateurs mais qui se firent un nom aux Indes : les PP. Pérez et Cyprien. Le premier travailla de 1548 à 1552 à Malacca ; le second, de 1549 à 1559 à Mylapore. En 1548, arrivèrent de nouveau deux missionnaires, mais qui avaient déjà la réputation de prédicateurs populaires et ne la démentirent pas aux Indes. C'étaient le P. Gomes, qui travailla à Goa de 1548 à 1552, puis à Diu, en 1553, mais fut exclu de la Société par Xavier et mourut sur le chemin du retour en Europe, et le P. Barzée, dont nous avons fait l'éloge plus haut. Dans les années suivantes, le nombre des prédicateurs grossit encore.

Le plan de Xavier avait été de munir toutes les colonies portugaises de prédicateurs de la Compagnie. Il en pourvut naturellement, avant tout, Goa, la capitale et résidence du gouverneur. Dès 1548, il pouvait munir Malacca, en 1549, Ormuz et Mylapore, en dernier lieu Cochin, Bassein et Diu.

Très intéressantes sont les instructions de Xavier au P. Barzée, en 1549, quand il l'envoya à Ormuz. Il lui prescrit d'abord de prêcher sans interruption, de considérer la prédication comme l'une de ses tâches essentieles. Ensuite il ne s'occupera pas des opinions des théologiens, n'en fera pas le thème de ses sermons, ne traitera pas de sujets controversés, mais il prêchera les grandes vérités et les grands principes, c'est-à-dire les fondements de la foi et de la morale chrétiennes. C'est cela que les chrétiens doivent savoir et c'est là-dessus qu'il faut toujours revenir, sans se lasser.

Il s'appliquera principalement à tout ce qui peut conduire les pécheurs à la conversion, au repentir, à la réception des sacrements.

Il s'abstiendra avec soin de toute allusion pénible, de toute personnalité du haut de la chaire. Surtout éviter de blesser les personnes influentes et les notables. Pour les preuves de la doctrine, Barzée s'appuiera toujours sur la Sainte Ecriture, la vie des saints. Mais il ne fera pas appel à beaucoup de livres, ni à l'argument d'autorité, en dehors de cela.

Xavier surveilla toujours la manière de prêcher de ses subordonnés. C'est surtout au sujet de la prédication qu'il a, dans les lettres qui nous restent de lui, des critiques, des observations, souvent des blâmes à leur adresser. Ainsi, le P. Cyprien, à Mylapore, manquait de prudence. Le P. Gonçalo Rodriguez, à Ormuz n'en manquait pas moins. Barzée lui-même eut parfois besoin d'avertissements ; mais lui, c'était parce qu'il parlait trop bas et ne donnait pas assez de voix. Plus tard Xavier put louer sans réserve le talent du bon Père, l'un des plus actifs et des plus efficaces prédicateurs et catéchistes des Indes.

Sous l'impulsion de Xavier, l'immense champ d'apostolat des Indes fut labouré, ensemencé, à toute force, par tous les Pères, avec un zèle que l'histoire doit reconnaître et louer sans réserves.

L. Cristiani.

# L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

## Comptes rendus bibliographiques

**J. Géraud. — Contre-indications médicales à l'orientation vers le clergé. — In-12 de 240 p., 140 f. — Lyon et Paris, Vitte, 1947.**

Ce volume est indispensable à quiconque s'occupe du recrutement et de l'éducation des futurs prêtres.

Prêtre lui-même, docteur en théologie, directeur du Grand Séminaire et professeur à la Faculté de Théologie de Lyon, l'auteur est de plus docteur en médecine ; et ce livre est précisément la thèse qu'il soutint avec un brillant succès, en présence du Cardinal Gerlier, devant la Faculté de médecine de Lyon. Publiée en 1943, elle reparaît dans une 3e édition un peu augmentée. Pour écrire un tel livre avec compétence, il fallait un auteur rassemblant tous les titres que nous venons d'énumérer.

Après une Introduction historico-canonique où M. G. définit l'attitude de l'Eglise, dans le passé et dans le présent, à l'égard de l'état de santé des candidats au sacerdoce, il consacre son chapitre Ier aux *hérédités* tuberculeuse, syphilitique, alcoolique, mentale, pathologique ; le chapitre IIe traite de la *tuberculose ;* et le IIIe des formes diverses des *troubles mentaux*.

Dans cette étude, rigoureusement scientifique, l'auteur s'est borné au cas du jeune homme séjournant au Grand Séminaire, entre 17 et 25 ans environ. C'est à cet âge que d'une part se révèlent entièrement les tempéraments et que d'autre part les décisions définitives doivent être prises pour l'admission aux Ordinations. Mais les principes émis dans ce livre, et les observations médicales dont il y est fait état, sont de nature à éclairer aussi le jugements des maîtres des Petits séminaires, et surtout les supérieurs des religieux et des religieuses ainsi que les médecins de ces diverses communautés. Cet ouvrage devra enfin être consulté par les prêtres qui s'occupent, dans leurs paroisses ou leurs œuvres, du soin des vocations sacerdotales ou religieuses ; ils comprendront mieux, en le méditant, l'importance du témoignage que leur demande l'Eglise, surtout depuis 1930, sur l'état de santé de leurs candidats et des familles de ceux-ci.

Pour aborder ce livre avec fruit, nous conseillons à nos confrères d'en commencer la lecture par les 15 pages (p. 205-220) que M. G. publie ici pour la première fois sous ce titre : « *Itinéraire pratique* » et qu'une autre édition placera avantageusement en tête du volume. La préface de S. E. le Cardinal Gerlier et la conclusion de Mgr Lavallée leur disent assez l'importance que l'Eglise attache à la question traitée et l'estime que mérite à leurs yeux et l'œuvre, et l'auteur — que l'*Ami du Clergé* est heureux de compter parmi ses collaborateurs.

F.-M. C.